

Forum du programme ClimSA

Discours du Pr. V. Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

Seychelles | 11 septembre 2023

Monsieur Flavien Joubert, ministre de l'Agriculture, du Changement climatique et de l'Environnement de la République des Seychelles,

Madame Cristel Pratts, Secrétaire générale adjointe chargée de l'environnement et de changement climatique de l'Organisation d'Afrique Caraïbe et du Pacifique,

Monsieur Hansen Nyambe, Directeur chargé de l'environnement durable et de l'économie bleue de l'Union africaine,

Monsieur le représentant de la délégation de l'Union européenne,

Distingués invités, Mesdames et Messieurs, tout protocole observé,

Le forum qui nous réunit est non seulement un temps fort de la mise en œuvre du programme et des services ClimSA mais aussi une occasion de faire le point sur les actions nationales et régionales prises en faveur du climat.

A la Commission de l'océan Indien nous nous réjouissons de l'organisation de ce rendez-vous ici, aux Seychelles, où l'action climatique, la préservation de la biodiversité et l'économie bleue irriguent l'ensemble des politiques publiques, ce qui fait des Seychelles un des fers de lance du développement durable de la communauté africaine et de la communauté insulaire dont plusieurs représentants des régions sœurs du Pacifique et de la Caraïbe sont ici avec nous.

Mesdames et messieurs,

Le dernier rapport du Groupe international d'experts sur le climat (GIEC) a tiré la sonnette d'alarme en soulignant l'urgence et la responsabilité d'agir plus fortement, collectivement, concrètement et sur tous les fronts pour tenir l'engagement d'une hausse globale de la température moyenne sous le seuil d'un degré cinq.

L'Afrique, notre continent, et les îles en développement, sont parmi les zones qui connaîtront les plus graves bouleversements. Certains ont déjà cours.

Peut-être est-il utile de rappeler que notre région du Sud-Ouest de l'océan Indien, l'Indianocéanie, est la troisième région du monde la plus exposée

aux risques de catastrophes. Les dernières saisons cycloniques nous ont réservé bien des surprises avec notamment le cyclone le plus puissant enregistré dans la zone, Fantala, qui a dévasté l'île de Farquhar pourtant aux confins de la zone habituelle de passage des météores, ou encore le cyclone Kenneth qui avait durement touché les Comores. A cela s'ajoute l'aggravation de situations de sécheresse comme dans le Sud de Madagascar qui a connu une phase tragique d'insécurité alimentaire ou encore les épisodes de blanchissement des récifs qui pourraient s'avérer dévastateur dans notre zone sous l'effet d'El Nino. Je pourrai continuer de citer des exemples à l'envi.

Ce que nous devons surtout nous rappeler et plus encore rappeler aux dirigeants, aux opérateurs économiques et aux citoyens de nos pays, c'est que les effets du changement climatique sont multiples, grandissants et préoccupants. C'est le cas sur la santé avec un risque de surmortalité annuelle estimé à plus de 250 000 victimes dans le monde, avec des risques croissants d'épidémies post-catastrophes ou encore avec l'émergence de nouvelles dynamiques épidémiques. C'est le cas sur la sécurité alimentaire avec la raréfaction des ressources et la dégradation des milieux marins et côtiers. Là encore, la liste des liens concrets et inquiétants du dérèglement climatique avec toutes les autres sphères de nos vies peut s'allonger à l'envi.

Alors que faire ?

Il nous faut continuer à agir, ensemble, avec constance et en mobilisant la science et les technologies. C'est là une obligation pour nos Etats insulaires en développement. La tâche est complexe au regard de la limitation de nos ressources humaines, techniques, économiques et de la vulnérabilité intrinsèque de nos territoires.

C'est là toute la valeur ajoutée des mécanismes de coopération, comme celui qui nous réunit à travers le programme ClimSA porté par l'Organisation des Etats ACP avec le soutien de l'Union européenne.

Le programme ClimSA nous offre une opportunité de travailler collectivement pour améliorer les services climatiques en appui à la prise des décisions et à la planification socioéconomique et territoriale.

Les tendances climatiques qui se dessinent pour la zone de l'océan Indien occidental indiquent une augmentation des températures moyennes, des perturbations dans les cycles de précipitations, une hausse de la température de surface de la mer ce que nous observons déjà puisque les

températures relevées durant cet hiver austral approchent la moyenne du mois d'octobre qui ouvre la période estivale.

Avec des services climatiques améliorés, produisant de la connaissance, dégagant des scénarii et des tendances, les pouvoirs publics ainsi que les opérateurs économiques disposeront d'un ensemble de données permettant d'aménager et de ménager nos territoires, d'affiner leurs plans de développement ou d'opération, de définir des zones de préservation, de réduire et gérer les risques, entre autres.

Il ne fait aucun doute que la science et les technologies ont une valeur ajoutée dans notre action climatique – j'encourage les décideurs de nos pays à systématiquement s'en remettre à la science pour éclairer la prise de décision. Cela doit aller de pair avec des actions de sensibilisation plus large, tant sur les effets du dérèglement climatique que sur les mesures d'adaptation et d'atténuation. Il faut aussi mobiliser les ministères et institutions chargées de l'éducation et de la formation pour créer un bassin d'expertises et de compétences techniques dans nos pays, pour créer aussi des synergies avec les réseaux scientifiques internationaux qui doivent s'intéresser aux dynamiques qui ont cours dans nos espaces insulaires.

A travers le projet BRIO soutenu par la facilité Adapt'Action de l'Agence française de développement, la COI a posé les jalons d'une initiative de renforcement des capacités techniques et scientifiques des services climatiques dans nos Etats membres, notamment par la formation de météorologues en partenariat avec Météo France Réunion et l'utilisation d'un système de prévision fine portant sur un maillage de 12km. Notre projet BRIO a donc préparé le terrain pour la mise en œuvre des activités du programme Hydromet qui bénéficie du soutien de l'Union européenne et de l'OEACP à travers ClimSA, de l'AFD et du Fonds vert pour le climat.

C'est d'ailleurs dans le cadre du projet Hydromet que nous soutiendrons le forum régional de prévision saisonnière pour la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, qui se tiendra dans les prochains jours avec les professionnels de la météorologie de 10 pays d'Afrique et de l'Indianocéanie. Un volet de ce forum sera ouvert aux usagers des services climatiques et, plus largement, à celles et ceux qui s'intéressent aux prévisions saisonnières et au développement des services climatiques. Je forme le vœu que les médias, qui sont à la fois des relais d'information et aussi des éveilleurs de consciences, y participent et s'intéressent davantage au développement des services climatiques et aux actions en cours, comme le programme ClimSA.

Permettez-moi de terminer en exprimant nos remerciements à l'OEACP pour son invitation, à nos partenaires pour leurs appuis qui nous permettent d'accompagner l'action climatique de nos Etats membres notamment en vue de la prochaine COP sur le climat à Dubai pour laquelle nous faciliterons la participation de délégués de nos pays à travers le programme Hydromet et, enfin, aux autorités de la République des Seychelles pour leur accueil et pour leur engagement concret et constant en faveur de l'action climatique des îles d'Afrique, notamment à travers la Commission des îles d'Afrique pour le climat qu'elles président et dont elles sont à l'origine. Je vous remercie de votre aimable attention.